LE

Renchérissement de la vie

PAR

V. SERWY

Secrétaire de l'**Office Coopératif belge**

— 2e Edition —

GAND

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ, » RUE HAUTPORT, 29

1911

LE RENCHÉRISSEMENT DE LA VIE

Les travailleurs commencent à s'inquiéter très vivement de ces augmentations fréquentes et considérables de prix qui viennent grever lourdement leur budget, d'autant plus que la rémunération du travail n'a point suivi, bien au contraire, cette allure ascendante des prix.

En Belgique et dans toute l'Europe occidentale, cette constatation de l'écart de plus en plus grand entre le coût de la vie et la valeur rémunérée du travail, est générale.

Il est dès lors premis d'affirmer qu'à un phénomène général, il doit y avoir une ou des causes générales. A notre sens, la recrudescence de la fièvre protectionniste qui a atteint la France, la Suisse, les Etats-Unis, qui a passé par la Belgique au cours de ces dix dernières années, les mesures prohibitives à la frontière, sont en premier lieu l'une des raisons déterminantes de ce renchérissement de la vie. Et le gouvernement belge tient en réserve un projet protectionniste dirigé contre la France dont les conséquences ne peuvent être qu'une aggravation du coût de l'existence pour toute la population !

Une preuve évidente de ce que le protectionnisme doit être rendu responsable de cette hausse presque ininterrompue depuis dix ans des prix des vivres, des vêtements, c'est que celle-ci est d'autant plus éle-

vée que la politique protectionniste a été plus complète et plus lourde.

Mais elle ne doit pas seule être incriminée. Le capitalisme qui détient tous les moyens de production et les modes d'information est le grand coupable : son pouvoir est tel qu'il peut, malgré les récoltes abondantes, malgré une production industrielle formidable, créer la raréfaction de la marchandise, faire la hausse ou la baisse. La spéculation et l'accaparement sont les instruments des détenteurs de la grande propriété et de la grande industrie. Les trusts réalisent des bénéfices énormes sur le dos des consommateurs ; ils se maintiennent et se développent malgré les mesures de défense légale que tendent de prendre les gouvernements qui sont en réalité sous la dépendance des capitalistes.

Le capitalisme s'acharne aux produits de grande consommation : le blé, le sucre, le café, la viande, le coton, le pétrole, les huiles, les cuirs, etc. Entre ses mains, ils constituent des instruments de jeu à la Bourse.

Le commerce et l'industrie ne peuvent se fier, ni aux informations de la presse, ni aux statistiques trop influencées par certaines cliques ; ils ne savent plus quand et à quel prix il faut acheter : d'où aussi les falsifications qui s'attaquent à tous les produits.

Les prévisions commerciales sont devenues impossibles à raison des contradictions (1) souvent

---

(1) M. Vessilière, directeur au Ministère de l'agriculture dit dan le **Temps** du 4 août à propos des blés: « La

voulues des organes d'information. Les statistiques gouvernementales sont sujettes à caution ou paraissent tardivement.

Certains pays qui jadis exportaient consomment aujourd'hui ces produits et importent même.

La situation sociale créée par le capitalisme est vraiment anarchique.

* * *

Quoiqu'il en soit, le renchérissement de la vie frappant surtout la classe ouvrière est un fait indéniable, démontré par les statistiques officieles et autres.

L'an dernier, la Fédération provinciale des mineurs Liégeois s'adressait aux patrons pour réclamer un augmentation de salaire justifiée par l'ag-

---

spéculation a profité de la note pessimiste qui a prévalu pendant un grand mois sur les marchés français.

La hausse, extraordinairement brusque, qui a atteint trois francs en 10 jours, n'a pas d'exemple depuis les cinquante dernières années: elle est complètement injustifiée. »

M. A. Dulac dans le Musée Social de juillet écrit: L'on peut prouver par des chiffres irrécusables que l'écart entre les prix d'achat et de vente de la viande s'élève jusqu'à 56 % de la valeur du produit, laissant 15 à 30 et même 35 % de bénéfice net à ceux qui préparent la viande pour être abattue.

Dans le **Radical** du 9 avril 1910, M. Bougenot, du syndicat des producteurs, signale que « tous les mardis, très régulièrement, arrive en Bourse une dépêche, annonçant que la production est en baisse, de même que deux jours après il en arrive une autre, remettant les choses en état. » Ce n'est pas particulier à la Bourse de Paris.

gravation des conditions de l'existence, se basant sur les relevés publiés mensuellement par la *Revue du Travail;* elle signalait que de 1907 à 1909 le prix du pain, du beurre, du lard, de la viande de porc et des pommes de terre avait subi une hausse de 8 % pour les qualités inférieures, alors que la moyenne des salaires, d'après les données officielles, était tombée de 1519 à 1331 frs, soit 12 % de diminution.

Nous avons nous-même (1) recherché les prix de gros que nous avons payés en 1904 et en 1910 au mois d'octobre pour certaines marchandises de qualité égale et pour quantités équivalentes.

	1904	1910	Augmentation
Café	38 côté Anvers	61	68 %
Chicorée	24.50 les 100 ks.	30.00	22 %
Graisse de bœuf	89.00	128.00	44 %
Saindoux	94.50	149.00	60 %
Lards d'Amérique	93.00	140.00	60 %
Farine	22.78	23.25	4 %
Riz Arracan	23.00	25.75	12 %
Riz Java	36.00	37.00	3 %
Pois verts	23.00	36.75	60 %
Pâtes alimentaires	39.00	44.00	12 %
Sucre scié	65.50	63.00	Diminution
Corinthes	59.00	84.00	40 %
Prunes	90.00	120.00	33 %
Raisins sultanes	66.00	115.00	70 %
Haricots Hongrie	31.50	28.00	Diminution
Graine de lin	24.50	47.00	96 %

Ce sont des prix de gros. Dans le commerce de détail l'augmentation n'a pas été aussi élevée : les grossistes et les détaillants ont été forcés de réduire leurs bénéfices : certains commerçants et certains industriels n'ont pas augmenté leurs prix en

(1) Comme administrateur-délégué de la Fédération des Sociétés coopératives.

raison de la hausse réelle mais se sont rattrapés sur la qualité.

Une enquête faite par le service de surveillance des denrées alimentaires n'a-t-elle pas démontré que sur 80 laiteries, dont on a analysé les beurres, à diverses reprises, 52 avaient une ou plusieurs fois fabriqué des produits renfermant plus de 18 % de non beurre, que beaucoup de laiteries veulent réaliser un gain illicite en laissant ou plutôt en introduisant trop d'eau dans leur beurre? Et le gouvernement belge n'a-t-il pas autorisé de vendre du beurre contenant jusqu'à près de 40 % d'eau. Et sait-on quelle eau? N'y a-t-il pas là pour la santé publique un véritable danger ? M. Collard-Bovy évalue à 50 % le nombre de laiteries belges qui intentionnellement laissent de l'eau dans leur beurre. Le parquet de Charleroi est actuellement saisi d'une vaste exploitation de falsifications des vins. Combien d'autres produits livrés à la consommation : lait, café, chicorée, huiles, beurre, savons, etc., qui sont sophistiqués !

En matière de tissus, on a imaginé, toujours dans l'intention de ne pas trop faire crier la clientède, des largeurs inconnues jusqu'à ce jour : 88 centimètres au lieu de 90, 92 au lieu de 95, 115 au lieu de 120 etc., etc.

L'esprit commercial sans cesse préoccupé de vendre, s'évertue à dissimuler la hausse réelle et en même temps à réduire le moins possible son bénéfice.

Le *Moniteur du Commerce* s'appuyant sur les prix arrêtés par la *Commission des valeurs de douane*, —

on sait avec quel soin minutieux ils sont établis, produit les renseignements que nous donnons ci-après pour plus de clarté, sous forme de tableau.

	1900	1909	
Farine	16.25	23.00	30 %
Seigle	14.00	16.68	16 %
Pommes de terre	5.00	7.69	55 %
Pois, lentilles, fèves haricots	18.92	24.00	20 %
Riz	23,50	24,00	2 %
Viande de bœuf	0,80	0.86	7 %
Viande de vache	0,72	0,76	6 %
Viande de veau	0,90	1,04	15 %
Viande de taureau	0,70	0,76	8 %
Margarine	1,20	1,40	14 %
Conserves de viande	1,50	2,00	33 %
Pâtes alimentaires	0,60	0,65	8 %
Conserves de poissons	1,85	2,20	19 %
Beurre salé et frais	2,75	2,95	8 %
Œufs importés	7,00 le cent	8,70	24 %
Saindoux	0,95	1,50	60 %
Moules	0,05 le kilg.	0,07	40 %

L'augmentation est évidente.

Viande

Nos sociétés coopératives du pays de Liége, qui, pour la plupart abbatent des porcs, déclarent que depuis un an, les ouvriers paient la viande de porc 16 % plus cher, bien qu'elles aient diminué le taux du trop perçu. La constatation est générale.

Que ne laisse-t-on entrer le bétail au lieu de le raréfier par des mesures prohibitives au profit des grands éleveurs belges–

Pourquoi ne point faciliter l'entrée du bétail, du bétail argentin, des viandes congelées? Le gouvernement badois vient de réduire ses tarifs de transport pour rendre plus aisée l'entrée du bétail français; la Bavière de son côté, essaie par des mesures analogues d'assurer l'importation du bétail français et du bétail abattu du Danemark.

Le gouvernement belge va-t-il rester indifférent aux conditions toujours difficiles de la vie ouvrière? La Belgique est le pays de l'Europe occidentale, où l'ouvrier mange le moins de viande. Va-t-on encore réduire sa portion ?

Il y a un an environ le trust de la viande, une des plus formidables associations capitalistes des Etats-Unis, accaparait toute la viande du Nouveau Monde, achetait tout le bétail,raréfiant les produits sur le marché et faisant des cours fictifs et vendant avec une hausse formidable. Le peuple américain ne se laissa point faire; la classe ouvrière organisée boycotta systématiquement la viande, le mouvement grandit et s'étendit en peu de temps à plusieurs centaines de mille consommateurs.

Le trust dut capituler.

Mais les capitalistes sont âpres au gain; jamais ils ne se déclarent battus et les voilà qui, d'après des informations officielles, se proposent à nouveau de reconstituer le trust mondial de la viande. Celui-ci se donne pour objet le contrôle des marchés européens, américains et australiens. On prétend que les plus importantes firmes productives de l'Argentine et de la Nouvelle-Zélande sont actuellement engagées, d'autre part, les plus grandes

maisons d'importation européennes seraient liées au trust.

Voilà qui n'est pas fait pour rassurer les travailleurs !

Nous le répétons: un gouvernement ami des classes ouvrières ne se désintéresserait pas de cette situation !

* * *

Le café, qui est l'une des boissons populaires de notre pays, a atteint en quelques mois des prix extrêmement élevés. Depuis juillet il est passé de 40 fr. à 54 fr. en septembre et il est actuellement de 68 fr., soit en 5 mois une majoration de 70 %. On ne se gêne plus pour déclarer que nous connaîtrons avant fin de décembre 80 et 90 fr.

Pourquoi cette hausse ?

Il y a quatre ou cinq ans, la récolte fut à un tel point abondante qu'on parla d'en détruire une partie, de limiter dorénavant le nombre de pieds de caféiers; on constitua à cette époque ce qu'on a appelé la valorisation des cafés, opération financière consistant à céder 6,250,000 sacs à un groupe de banquiers qui se sont engagés à ne les mettre sur le marché que par «petits paquets». Depuis lors les cafés n'ont cessé de se vendre plus chers. C'est une bande d'agioteurs qui donnent le ton du marché, qui raréfient à son gré la marchandise, c'est avec la complicité des gouvernements et notamment du gouvernement belge qui a autorisé la Banque Nationale à avancer plus de 50 millions à l'œuvre de la

valorisation, c'est pour ces diverses raisons que le public paie aujourd'hui si cher son café.

Depuis juillet, on crie au déficit des récoltes ; or sur ce terrain, dit le « Times », les Brésiliens sont passés maîtres en l'art de mystifier autrui. Quelle valeur attacher à ces informations?

Aujourd'hui, elles annoncent que la récolte est compromise par les gelées, le lendemain elles nous font savoir que les dégâts sont beaucoup moins considérables qu'on les avait estimés; hier, on télégraphiait au sujet des blés que les moissons de l'Argentine avaient subi de grands dommages, d'où une hausse immédiate sur tous les marchés de 1 fr. et puis, le lendemain, la nouvelle était controuvée et on baissait de 7/8.

Que croire?

Si les prix des cafés augmentent encore, on obligera la classe ouvrière à en perdre le goût (1).

* * *

En ce qui concerne le blé, on a connu des variations considérables. Les farines ont passé de 20 fr. à 32 fr. et le prix du pain est monté de 25 à 35 centimes le kg. On a parlé d'épuisement des réserves mondiales, de besoins plus grands, de débouchés nouveaux, mais la spéculation n'a-t-elle pas mis des millions dans les coffres-fort de Praten et autres brigands de son espèce?

---

(1) La liquidation du stock ne se ferait qu'en 1914, d'après le commissaire de S. Paulo, M. F. Ferreira Ramos.

N'a-t-on pas répandu au cours de l'été dernier les bruits les plus alarmistes au sujet de l'état des récoltes? Septembre arrive. Dégringolade! La production en 1906 fut de 90,732,000 tonnes, en 1907 de 84,889,000, en 1908 de 84,411,000 en 1909 de 95.039.000 et en 1910 de **93.700.000.**

Fait étrange, mais qui ne peut s'expliquer que par l'accaparement : à la plus forte production (1909) correspondent les prix les plus élevés.

Sans l'existence de nos grandes boulangeries coopératives, qui ont fait naître les fabriques de pains capitalistes, le peuple eut connu des prix de famine. Encore actuellement, dans les villes de la Flandre, où il n'y a pas de boulangeries coopératives, le pain de 850 gr. à 950 gr. se paie 32 et 40 centimes chez les boulangers réputés « le meilleur marché ».

Les boulangeries coopératives, comme les sociétés de consommation, auront rendu à toutes les classes de la société des services inestimables : elles ont été le pouvoir modérateur des prix.

Sucre

* * *

Le peuple belge n'est pas à la tête des mangeurs de sucre. Dans ces dernières années, la consommation par tête d'habitant s'était accrue. Mais depuis deux ans, avec la cherté des vivres, depuis quelques mois avec la spéculation qui s'est jetée sur cette denrée alimentaire, il est bien à craindre que nous ne retournions au taux de la consommation d'il y a cinq ou six ans.

On avait crié, dès le mois de mars, alors que la semaille n'était pas encore en terre, à des prix en hausse pour 1910-1911, déclarant que le stock mondial visible serait très réduit en fin d'année. Sous l'influence de ces pronostics, les prix se relevèrent immédiatement et les sucres se vendirent au bout de peu de temps, dans nos magasins à 80 centimes; on acheta à des prix exagérés sur la nouvelle récolte.

Fin septembre arriva et la statistique européo-américaine accusa un stock de 920,000 tonnes contre 770,000 en 1909. Immédiatement les sucres tombèrent de 6 à 7 frs. les cent kilos avec les nouvelles d'une récolte abondante et riche.

Le stock avait aussi grandi parce que la consommation avait reculé vis-à-vis des prix élevés du sucre. Et puis les données d'avril étaient-elles exactes au sujet du stock?

Depuis deux ans, nous constatons que nos ventes en confitures, chocolats, biscuits n'augmentent pas dans la même proportion que celle d'articles de toute première nécessité.

La coopérative « Vooruit », de Gand, signalait déjà, l'an dernier, dans son bilan une diminution de la consommation de tous les articles à base de sucre.

Le sucre est encore trop cher pour qu'il soit un aliment populaire. Il faudrait en vérité abolir les droits qui le grèvent.

* * *

Beurre

Le beurre a atteint l'hiver dernier un prix inconnu : 4 fr. le kg. Aujourd'hui il se vend encore trop cher si l'on tient compte des qualités inférieures qui sont courantes et des quantités considérables de beurre qui existent sur le marché mondial. Le prix de fr 3,10 (prix de gros) rend le beurre inabordable aux ménages ouvriers, qui sont obligés de se rabattre sur les qualités inférieures, sur le beurre à l'eau, sur les mélanges de beurre et de margarine.

La laiterie belge fabrique en général très mal, ne cherchant qu'à réaliser des bénéfices ; elle est protégée, il est vrai, par nos gouvernants qui n'ont rien à refuser à nos agrariens; elle est protégée par des droits d'entrée contre la concurrence étrangère et notamment contre la Hollande qui, grâce à un service de contrôle et de surveillance mieux organisée, plus complet qu'en Belgique, livre en général des beurres supérieurs à ceux de notre industrie laitière.

Si le gouvernement portait quelque intérêt à la situation des classes laborieuses, il demanderait aux Chambres la libre entrée des beurres.

* * *

Le pain plus cher !
La viande plus chère !
Le café plus cher !
Le sucre plus cher !
Voilà pour quelques denrées alimentaires les plus indispensables à substenter les travailleurs.

L'augmentation des prix a atteint tous les produits ainsi que le montrent les tableaux que nous avons publiés.

Il en est d'autres encore telles que les pommes de terre qui seront à un prix très élevé cet hiver ; la hausse sur les huiles a amené une augmentation du prix des savons et la fabrication des savons avec des huiles minérales et animales. Le coton et la laine ont suivi le mouvement de hausse, entraînant des prix plus coûteux pour les vêtements.

Tout le monde sait aussi que les loyers donnent lieu à des dépenses plus grandes que par le passé.

La vie est devenue extrêmement difficile à raison de cette hausse générale des produits et de ce que les salaires ne se sont point accrus dans la même proportion.

Une enquête faite en Suisse signale qu'en dix ans les salaires ont augmenté de 15 % tandis que les prix sont 20 % plus élevés pour la même période. C'est un déficit de 5 % dans les budgets ouvriers.

En Belgique, la situation doit être quasi la même.

En résumé : Augmentation des prix, diminution des qualités, accroissement des falsifications.

Qui subit cette situation? La classe ouvrière.

Qui l'aide à la maintenir?

Les gouvernements qui, pour faire face aux dépenses croissantes de la paix armée et à celles résultant de l'amortissement d'emprunts fréquents, onéreux et formidables, ont accru les droits de douane et recourent de plus en plus aux impôts indirects.

Qui en bénéfice?

Le capitalisme qui, par ses cartels, ses trusts, ses accaparements, draine des millions et édifie des fortunes monstrueuses.

Que faire?

Si le gouvernement avait quelque sympathie pour les travailleurs, il faciliterait l'entrée du bétail, il proposerait la suppression des droits de douane sur le beurre, le dégrèvement des droits sur les sucres et il prendrait des mesures très sévères de répression au sujet des falsifications.

Mais il est sous la dépendance des capitalistes et des agrariens; il a besoin d'argent, de beaucoup d'argent, pour sa politique confessionnelle et militariste.

Que doit donc faire la classe ouvrière?

La société coopérative de consommation, qui ne vend pas avec l'unique but de réaliser des bénéfices, qui essaie d'échapper aux intermédiaires souvent inutiles, toujours onéreux, qui ne spécule pas, qui résiste aux caprices de la mode, qui n'est pas obligée de sacrifier des sommes fabuleuses à de la réclame tapageuse et à la vente d'articles sensationnels, qui a pour objectif la supression du profit, a montré par une expérience d'un demi-siècle, surtout quand elle a pris la forme de magasin de gros et qu'elle a entrepris la production, qu'elle pouvait résister aux exigences du capitalisme et même lutter contre lui avec quelque succès, comme le cas s'est présenté en Allemagne il y a deux ans.

La société coopérative de consommation constitue le noyau d'une organisation sociale d'avenir.

Le travailleurs ont pour intérêt immédiat d'en-

trer dans les sociétés existantes et d'en créer là où ils sont sous la dépendance du commerce compétitif, afin de constituer dans l'Etat capitaliste la concentration des consommateurs, directrice et maîtresse de la production.

L'entrée de tous les ouvriers dans la coopérative est le meilleur moyen d'atténuer, de combattre le renchérissement, comme leur entrée dans les syndicats est dans la situation présente le moyen par excellence de maintenir et d'accroitre leur puissance de consommation.

Travailleurs, soyez coopérateurs!

Ménagères, faites-vous coopératrices!

Ouvriers, soyez syndiqués!

VICTOR SERWY.

Consommateurs!
Ménagères!

Le protectionnisme, la spéculation rendent la vie chère.

Les dépenses militaires, l'aggravation de la dette publique en sont les causes initiales.

Il faut ouvrir les frontières, abolir les impôts de consommation, réprimer les falsifications et sévir contre les spéculateurs.

Consommateurs!
Ménagères!

Ne pas agir, ne pas protester dans de telles circonstances serait montrer une indifférence coupable vis à vis de vos propres intérêts.

Il faut que le gouvernement de réaction et de soutien capitaliste qui usurpe actuellement le pouvoir sache que vous ne vous laisserez pas toujours faire.

Pétitionnez, protestez !

Il faut aussi que tous vous vous fassiez *coopérateurs*, parce que la coopération, c'est la vie au meilleur marché possible !

Consommateurs!
Ménagères!
Devenez coopérateurs!